Organisé avec la Commission économique des Etats économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), le forum régional du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique s'est ouvert ce mardi 26 octobre dans la capitale économique du Cameroun à l'intention des hommes et de femmes de médias de la sous-région.

Le Bureau régional des Nations unies pour l'Afrique centrale (UNOCA) et la CEEAC organisent du 26 au 29 octobre 2021 à Douala, un Forum régional de sensibilisation et de renforcement des capacités des médias sur la prévention des conflits liés aux discours de haine et la lutte contre ce phénomène en Afrique centrale.

Les médias invités au Forum viennent de l'Angola, du Burundi, du Cameroun, de la République centrafricaine (RCA), du Congo, de la République démocratique du Congo (RDC), du Gabon, de la Guinée équatoriale, du Rwanda, du Sao Tome-et-Principe, et du Tchad.

L'événement bénéficie aussi de la collaboration du Gouvernement camerounais, du Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique centrale (CNUDHD-AC), du Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme en RDC (BCNUDH), de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) et le Bureau de l'UNESCO pour l'Afrique centrale.

Jusqu'au 29 octobre, le Forum de Douala insistera sur les contextes de la diffusion des

messages haineux et leurs significations ainsi que sur les outils pour les prévenir et les combattre. Des intervenants d’horizons divers feront des communications pour mieux édifier et interpeller les participants sur l’impact de cette menace considérée par ailleurs comme une attaque contre la tolérance, l'inclusion, la cohésion sociale, l’unité nationale et la diversité.

Des travaux de groupe renforceront les réflexions sur des aspects spécifiques et faciliteront les discussions sur le développement d’une stratégie régionale de prévention et de lutte contre les discours de haine dans les médias en Afrique centrale. Les participants s’inspireront, entre autres, de la stratégie des Nations Unies sur cette question cruciale. Les journalistes de la sous-région devraient aussi envisager l’adoption d’instruments d’autorégulation ad hoc afin de s’engager à mettre résolument la liberté d’expression au service de la paix, notamment à travers des productions médiatiques privilégiant les critiques constructives.